

## la carte blanche

Anne-Sophie Gijs

Professeure d'histoire de l'Afrique subsaharienne à l'université catholique de Louvain

# Notre passé colonial...

## « en deux minutes chrono » ?

**La semaine dernière, les historiens ont été très sollicités pour des débats à propos des éventuelles excuses que devrait présenter l'Etat belge au sujet du passé colonial. Pour commenter les événements qui construisent l'Histoire, leur rôle ne peut se réduire à arbitrer des joutes mémorielles en un laps de temps contrôlé.**

*L'Etat et la société belges, jadis colonisateurs, sont-ils aujourd'hui responsables d'une insuffisante décolonisation spatiale, culturelle et mentale? Sont-ils coupables et doivent-ils s'en excuser? Y a-t-il un lien direct entre héritage colonial et discriminations, racisme et xénophobie actuels? Historiens, en deux minutes chrono, qu'en pensez-vous ? »*

Voilà résumées en quelques lignes les interpellations adressées ces derniers jours par les médias aux historiens de Belgique, contactés en matinée pour intervenir quelques heures plus tard dans des débats nécessitant des positions brèves, rapides et tranchées.

La communication immédiate et spontanée est inhérente à nos sociétés démocratiques mais elle comporte aussi certains dangers. En l'occurrence, ici, celui d'utiliser le passé colonial – sujet éminemment dense et complexe – comme un combustible risquant d'alimenter ressentiments, divergences, simplismes et clichés.

Au-delà des oppositions entre les parties prenantes, il y a néanmoins une évidence qui a fait consensus : nombre d'interlocuteurs déplorent la méconnaissance du grand public au sujet de notre histoire coloniale et des productions des historiens belges y afférentes.

Pourtant, aujourd'hui, l'histoire coloniale et postcoloniale est étudiée par de nombreux chercheurs, tant au nord qu'au

sud du pays. Ils analysent de multiples thématiques politiques, sécuritaires, économiques, sociales, culturelles, religieuses. Ils décortiquent les rapports entre les genres, les ethnies, les mécanismes de domination, d'exclusion, de ségrégation, de résistance. Ils utilisent des sources et des épistémologies nouvelles, y compris largement extra-occidentales, incitant au décentrement, à la comparaison, à la confrontation des données, à la multiplication des échelles et points de vue.

### Faire preuve d'humilité et d'ambition intellectuelle

Par ailleurs, sans tabous, mais à la lumière des mentalités de l'époque, les historiens qualifient la colonisation d'exploitation économique à grande échelle, imposant la vision européenne du bien-être matériel, social et moral. Des données objectives sont disponibles pour étudier les conséquences des déstructurations provoquées par la colonisation dans les domaines culturels, économiques, politiques et sociaux africains. Mais le défi pour les historiens belges d'aujourd'hui est de mieux faire connaître leurs études afin qu'elles arrivent à la connaissance du grand public, des enseignants du secondaire et de la jeune génération. Leurs travaux peuvent servir à mieux comprendre, expliquer, resituer des décisions politiques, des logiques économiques, des représentations mentales... mais à condition de disposer du temps et de l'espace nécessaires à l'approfondissement et aux nuances.

L'enseignement universitaire et la recherche en histoire coloniale évoluent avec leur temps et s'imprègnent des questionnements et interpellations sociétales et identitaires contemporaines. Dans le cas des décisions relatives aux migrations, à la li-

béralisation économique et à la gouvernance politique de manière générale, les historiens peuvent aider à identifier l'influence du passé colonial sur les relations eurafricaines contemporaines, interétatiques ou interpersonnelles. Comment, par exemple, désamorcer par l'analyse critique les « théories du complot » ? Comment ne pas rester cantonnés aux généralités, aux clivages, aux raccourcis, certes vendeurs en termes de communication mais peu porteurs en termes de contribution à l'élaboration d'une société inclusive et démocratique ? C'est sans doute davantage dans ce genre d'exercice que les historiens ont un rôle social plutôt que de se faire arbitres de joutes mémorielles. En effet, ce serait un leurre de prétendre que les historiens parviendraient à une totale objectivité. « La » vérité historique n'existe pas parce que les reconstructions des faits passés sont toujours triplement empreintes de subjectivité : celle de l'historien qui les met à jour et les étudie, lui-même influencé par sa formation, son ancrage géographique, ses intérêts. Celle des acteurs du passé qui les ont transmises, vécues, amorcées ou subies. Et troisièmement, celle des récipiendaires qui les interprètent à l'aune de leur sensibilité, de leurs connaissances, de leurs expériences personnelles.

Les débats actuels doivent donc nous inciter à faire preuve d'humilité, mais aussi d'ambition, et de courage : celui de secouer nos partis pris, nos évidences, nos a priori, nos jugements, nos inclinations à sanctionner ou cautionner. Osons nous engager dans un débat ouvert et complexe où le dialogue et les échanges permettront de pouvoir, en connaissance de causes et de réalités plurielles, se forger, en toute liberté, un avis éclairé... ■